

## *Seine Saint Denis*

«L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible » (A. de SAINT EXUPERY)

### Lettre à Mr le Président du Comité Technique Paritaire Départemental : Boycott du CTPD du 15 Décembre 2010

Monsieur le Président du Comité Technique Paritaire Départemental,

Pour la quatrième année consécutive, nous sommes convoqués à un CTPD qui doit acter des **suppressions d'emplois** dans le département.

**FO DGFIP 93** constate que celles-ci ne cessent d'augmenter au fil des années (47 en 2010 et **68 en 2011**), soit **plus de 40% d'augmentation** en 1 an, ce qui est inacceptable quand on voit les chaises vides dans des unités de travail.

Il y a quelques années encore, vous nous disiez que le département n'était pas ou très peu concerné par les suppressions d'emplois.

Or, aujourd'hui et ce **depuis le début de la fusion**, on assiste à un véritable démantèlement de nos services.

A de nombreuses reprises, nous vous avons alerté sur les problèmes récurrents de notre département, en particulier celui de **l'accueil** en Seine Saint Denis avec des effectifs restreints.

Les agents sont de plus en plus souvent mis à contribution pour cet accueil (guichet et téléphone) et n'ont plus le temps de traiter les dossiers au fond.

**La politique d'objectifs**, alors que les services sont déjà sous tension et en sous-effectif chronique, entraîne un stress constant pour les agents et l'encadrement.

Pourquoi maintenir des objectifs élevés sans moyens suffisants pour les atteindre ?

**Les agents tentent d'assurer au mieux la continuité du service public.**

Il est regrettable que certains agents n'arrivent pas à prendre tous leurs congés durant l'année et voient également leurs horaires variables écrêtés.

Leur conscience professionnelle n'est pas reconnue à sa juste valeur.

Quant à **la reconnaissance du travail accompli** par chaque agent, elle est parfois inexistante, chacun devenant de plus en plus un instrument destiné à remplir un objectif assigné, ce qui déshumanise le travail.

Par exemple, lors de la notation, la hiérarchie ne prend pas toujours en compte le travail effectué dans de telles conditions.

Pour compenser la pénurie d'effectifs, les agents sont de plus en plus obligés d'aider leurs collègues et ont du mal à faire leur propre travail.

A cela se rajoute la formation permanente de jeunes agents qui intègrent le département tout au long de l'année.

Mr le Président, il ne vous est pas inconnu que **le nombre de jours de maladie augmente** au niveau départemental et que le mal-être de l'ensemble des agents est incontestable.

Ces arrêts maladie dénotent que, poursuivre cette politique de suppressions d'emplois a **un effet « boomerang »** sur les conditions de travail au quotidien.

Les efforts supplémentaires fournis par les agents ne sont pas sans conséquences sur leur santé.

Vous avez vous-même reconnu que les suppressions d'emplois concernaient désormais le « dur », donc les missions essentielles des services.

Dans le même temps, vous dites que celles-ci ne sont pas menacées.

Pour **FO DGFIP 93**, le maintien du service public ne peut se faire qu'avec la création des emplois nécessaires, répondant à une demande du public, qui se passerait bien des longues files d'attentes à nos guichets par exemple...

Quelle est la prochaine étape vu que la politique de suppressions d'emplois semble très loin d'être remise en cause ?

**FO DGFIP 93** ne peut approuver cette **remise en question des missions**.

Cela remet en cause le fondement même de l'administration et ouvre à terme la voie à des externalisations dangereuses, puisque par manque d'effectifs, les services pourraient à terme ne plus être considérés comme rentables.

Les inquiétudes des agents sur leur avenir sont palpables.

**FO DGFIP 93** s'oppose au fait que la politique gouvernementale de suppression d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite soit appliquée dans un département comme la Seine Saint Denis où les besoins de service public sont évidents.

Le département étant déjà reconnu comme étant spécifique en raison de divers facteurs connus de tous, comment voulez-vous que l'envie de le quitter pour les jeunes agents, dans ces conditions, ne soit pas moins fort ?

Monsieur le Président, cette situation de réductions massives d'emplois, et donc d'effectifs, est intenable pour tous les agents.

Pour toutes ces raisons, **FO DGFIP 93** boycotte ce CTPD.

Nous vous demandons quelles initiatives vous comptez prendre pour réclamer à la DGFIP l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de ceux qui sont nécessaires à l'exercice de nos missions ?